

LE TRAVAIL SOCIAL AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE

perspectives internationales

5 novembre 2024

9h00-17h30

Université Paris Nanterre

Amphitéâtre W, Batiment Weber

Inscriptions : <https://forms.gle/ju4TmJbLFNaDcz9V7>

Présentation

La démocratie fait aujourd’hui face à plusieurs défis majeurs : une perte de confiance dans les institutions qui pourtant devraient l’incarner ; une distance croissante entre la population et les représentants élus ; la montée de l’extrémisme ; une polarisation politique et sociétale croissante. Or, sans pluralisme, sans respect des droits humains, sans éducation civique et engagement citoyen, sans service public dédié à la protection des droits individuels et à la garantie d’un traitement équitable pour tous, la démocratie ne peut exister. Parallèlement, le travail social a pour mission de “permettre l’accès des personnes à l’ensemble des droits fondamentaux, à faciliter leur inclusion sociale et à exercer une pleine citoyenneté. Dans un but d’émancipation, d’accès à l’autonomie, de protection et de participation des personnes, le travail social contribue à promouvoir, par des approches individuelles et collectives, le changement social, le développement social et la cohésion de la société. Il participe au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement » (Décret n°2017-877 du 6 mai 2017 - art. 1).

En ces termes, le travail social participerait au maintien de notre idéal démocratique. Cependant, il apparaît que ce dernier soit lui-aussi traversé par certains défis venant à la fois menacer sa mission de service public, mais également l’espace d’expression qu’il constitue, où s’apprend, s’exerce et se construit la démocratie par les personnes et groupes défavorisés. En ce sens, il est alors nécessaire de se pencher sur la façon dont la démocratie se pratique au sein du secteur social lui-même et la manière dont les personnes accompagnées peuvent influencer et façonner le travail de services censé garantir l’effectivité de leurs droits.

Dans une perspective démocratique du travail social, passer de l'utilisateur à l'utilisateur-citoyen (Leduc, 2014) implique de porter une attention bien particulière aux logiques sociales et aux ressources qui affectent l'expression des personnes et in fine leur participation citoyenne. Selon Pierre Rosanvallon : gouverner, c'est aussi parler. Par conséquent, prendre la parole dans des espaces publics et institutionnels permet à celles et ceux qui s'expriment de prendre part à leur gouvernance. Selon l'auteur « une politique démocratique implique de donner un langage à ce que vivent les gens ». L'expression anglaise « speaking truth to power » (« parler vrai ») souvent utilisée pour désigner le rôle de la société civile vis-à-vis des dirigeants permet, selon l'auteur, d'« accroître du même coup la maîtrise des citoyens sur leur existence et leur permettre d'instaurer une relation positive avec la vie politique. Parler faux ou parler creux, c'est à l'inverse amplifier l'écart. Au sens le plus fort du terme, le langage politique est pour cette raison au cœur de l'établissement d'un lien de confiance. Car c'est dans le sentiment de sa justesse que réside la possibilité de lier le présent à l'avenir » [1].

Le projet de recherche "RESPONSIVE" résonne avec cette dernière affirmation en ce qu'il émerge du constat que l'absence de réponses des organisations exerçant les missions du service public aux requêtes des citoyen.nes, des professionnel.les et/ou des organisations de la société civile rend les processus de participation unilatéraux et peut, en fonction du contexte, être vécu comme un mépris des droits et une forme de violence institutionnelle. En ces termes, les déficits mentionnés plus haut échappent au « parler vrai » pourtant essentiel. Or, pour rester vivante dans les services sociaux, la démocratie ne peut se satisfaire d'une langue morte, autrement dit d'une parole éloignée de la quotidienneté et de la réalité des personnes qu'ils accompagnent.

Les chercheuses et les chercheurs du projet Responsive sont allés, dans six pays européens, à la rencontre d'artistes mais également de porteuses et porteurs d'actions citoyennes visant à amplifier la voix de personnes accompagnées et mettre en lumière les tensions et contradictions qui structurent les services sociaux, autrement dit, leur représentation dans l'espace public essentielle à la démocratie et à la transformation du travail social.

[1] Pierre Rosanvallon (2015). Le bon gouvernement. Paris : Seuil.

Afin de partager les résultats de cette recherche avec les acteurs académiques et non académiques nous vous invitons à prendre part à la journée d'étude qui aura lieu sur le campus de l'Université Paris Nanterre le 5 novembre 2024.

La journée sera organisée de la manière suivante : le matin sont prévues deux tables rondes dédiées à l'action citoyenne et artistique visant à la participation démocratique des personnes en situation de vulnérabilités dans le champ du travail social en France et à l'international. Ces conversations seront suivies de trois ateliers portant sur les pratiques impliquant les citoyen.nes au fonctionnement des services sociaux et médico-sociaux en France. La question cruciale centrale qui sera traité portera sur les facteurs qui favorisent ou qui empêchent l'intégration des voix citoyennes et plus spécifiquement celles des personnes usagères des établissements et des services sociaux et médico-sociaux dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des ces services et de ces établissements.

Programme général de la journée

9h00 - Accueil

9h30 - Ouverture de la journée

10h00 -12H30 - Tables rondes dédiées à la mobilisation citoyenne et artistiques

12h30-13h00 - Échange

13h00 - Déjeuner

14h00-16h00 - Ateliers sur les processus organisationnels et institutionnels permettant une meilleure "responsivité"

16h00 - Pause café

16h15 - Restitution des ateliers et conclusion

17h15 - Fin de l'événement